



Tous les gouvernements y ont recours. La France, en Vème République, y excelle. Elle affiche deux impératifs : « le patriotisme économique » et le « plein emploi ». Il s'agit, en vérité, d'une politique déclaratoire destinée à faire avaliser l'anti-patriotisme économique et la destruction de l'emploi.

En peu d'années les gouvernements successifs de la Vème République ont réussi à faire travailler les Français pour le plus grand profit des Allemands (Airbus Industrie), des Canadiens (déjà) avec Péchiney, des Indiens (Arcelor), des Norvégiens (Chantiers de l'Atlantique). Et voici qu'il faut ajouter à cette « désindustrialisation » nationale à la fois la Chine où demain, se construiront les Airbus, et à nouveau, le Canada que la France hisse au premier rang des industriels du ferroviaire au détriment d'une entreprise française. Au nom du « patriotisme économique », bien sûr et du « plein emploi » puisque, la quête de profit aidant, les dirigeants de ces activités délocaliseront sans mauvaise conscience tant leur est indifférent le chômage des Français.

Le jour même où l'annonce est faite de l'installation en Chine d'une chaîne de montage d'un modèle de l'Airbus qui fait prime sur le marché, l'on apprend l'aboutissement de longues et discrètes tractations à savoir que la Société Nationale des Chemins de Fer, la SNCF chère aux Français, confie à une firme canadienne (germano-canadienne) le soin d'équiper partiellement son réseau. En déliquescence, l'Etat, avec l'argent des contribuables, n'a pu trouver les 9 % du marché qui eussent permis à Alstom de faire aussi bien, financièrement, que Bombardier. Nous voici créant des emplois en Chine, au Canada et dans les pays de l'est européen où le Canadien disposera d'une main-d'œuvre moins coûteuse. Déjà onéreuse pour les Français, la SNCF fournira, en plus, du travail hors de France.

Mais il faut rendre justice au gouvernement. Si une de ses devises est « tout pour l'emploi », il n'a jamais précisé qu'il s'agissait de l'emploi en France, ainsi que l'ont cru des millions de naïfs. C'est à l'initiative de Pékin, et celle de Montréal que Paris a livré la gestion de l'emploi, du moins dans la seule journée du 25 octobre. Il reste encore quelques activités industrielles à brader. A la cadence qui vient d'être inaugurée, il n'y en a plus pour longtemps.

**Pierre Marie Gallois.**